

HAMID BESSALAH ÉVOQUE L'OPÉRATION OUSRATIC

L'aveu d'échec

«C'est une expérience. Et sachez que de par le monde, rares sont les expériences ayant réussi en la matière.» Le problème réside dans l'impertinence de ce produit qui n'avait pas vraiment un contenu. Cette expérience nous a permis de bien entrevoir nos futures actions.»

Voici le constat établi par le ministre de la Poste et des Technologies de l'information et de la communication, Hamid Bessalah, en marge de sa visite de travail, effectuée hier à Constantine, sur l'opération Ousratic (un ordinateur par famille). Un constat qui, d'ailleurs, a amené son département à revoir sa stratégie.

M. Bessalah, qui a précisé que le nombre des ordinateurs vendus dans le cadre de cette opération n'a pas dépassé les 50 000 unités, a indiqué que l'informatisation des systèmes de télécommunication et le durcissement des mesures de contrôle limiteront les pertes, et

ce, pour répondre à une question portant sur l'importance des dégâts causés par la vague des scandales financiers ayant secoué le secteur il y a si peu de temps. Néanmoins, il instruira les responsables des antennes locales pour fournir plus d'efforts en matière de commercialisation.

«Vous faites état d'un taux d'occupation avoisinant seulement les 62 % des équipements disponibles et aussi 55 milliards de créances à recouvrer. Cela veut dire qu'on ne sait pas vendre.

Dorénavant, l'évaluation de tout responsable portera sur les efforts consentis dans ce

sens. Il faut rentabiliser les investissements engagés», dira-t-il en guise de commentaire sur l'exposé récapitulant la position de ladite société sur le marché local de la téléphonie.

Concernant les nouvelles réorientations qui visent à promouvoir la société algérienne au rang d'une véritable «société d'information», M. Bessalah a déclaré que son département est en train de préparer le prochain plan quinquennal et aspire à atteindre le nombre de six millions d'abonnés au réseau internet haut débit (ADSL).

Un projet qui nécessite non seulement un «contenu» mais aussi la création d'une plateforme appropriée, selon le ministre de la Poste et des TIC, et ce, par la modernisation de l'administration. C'est-à-dire informatiser les différents services publics (université, éducation, justice, état civil...) par

la construction de centrales informatiques, de bases de données et également le développement des applications et systèmes qui vont avec.

Sur un autre plan, le ministre a précisé que son département segmentera la population (étudiants, fonctionnaires...) pour pouvoir répondre à la demande d'un ordinateur par famille.

Quant au problème de financement d'une telle entreprise, le ministre a affirmé que cette question est encore au stade des discussions.

Enfin, il convient de noter que la connexion ADSL bénéficie actuellement à 400 000 abonnés.

L'ambition du département de M. Bessalah serait de porter ce chiffre à hauteur de 6 millions d'abonnés à l'horizon 2013.

Lyas Hallas

AFFAIRE DE LA COOPÉRATIVE IMMOBILIÈRE EL-BORDJ

Le promoteur se livre à la justice et fait appel

Condamné en première instance par le tribunal correctionnel de Bir-Mourad-Raïs à cinq ans de prison ferme, le promoteur immobilier Belkadi, accusé d'être à l'origine du «scandale des 465 logements de Ouled Fayet», sera jugé en appel, a-t-on appris de source judiciaire sûre. Le procès se tiendra le 6 décembre prochain au niveau de la cour d'Alger.

Abder Bettache - (Alger Le Soir) - Ce procès en appel mettra-t-il fin au flou qui entoure ce scandale pour situer les responsabilités dans cette affaire dont sont victimes près de 500 personnes ? Condamné en première instance à cinq années de prison ferme, le mis en cause M. Belkadi, s'est pourvu en cassation, considérant, à en croire certaines sources, que «le principal responsable de ce scandale est la wilaya d'Alger».

Pour rappel, lors de la prononciation du verdict par la présidente du tribunal, M. Belkadi n'était pas présent, d'où le mandat d'arrêt lancé à son encontre. Suite à cela,

il s'est livré à la justice en introduisant un appel auprès de la cour d'Alger.

Il est à rappeler que les 465 logements de la coopérative immobilière El-Bordj de Ouled Fayet, construits en l'espace de trois ans, ont été détruits par les autorités.

Dès lors, plusieurs questions sont restées sans réponses.

Pourquoi les autorités ont-elles attendu trois ans pour démolir ces logements ? Pourquoi laisser un promoteur construire sans permis ? Pourquoi la démolition est-elle intervenue un jour férié. Et qui l'a ordonnée ? Le terrain sur lequel ont été bâtis ces logements appartient-il au Parc Dounia les Grands-Vents ?

Selon des sources dignes de foi, M. Belkadi n'avait aucune autorisation pour entamer les travaux de construction de ces logements.

Les mêmes sources ajoutent à ce propos que le mis en cause «n'avait ni permis de construire, ni acte de propriété et encore moins le certificat d'urbanisme». Dès lors, le projet en question ne pouvait être couvert par le Fonds de garanties. De plus, l'assiette de terrain qui lui a été «attribuée»

est située sur une zone «non urbanisable», faisant l'objet d'un litige entre ledit promoteur immobilier et le ministère de l'Environnement. «Les acquéreurs ont bel et bien été victimes d'escroquerie. Nous avons intenté une action en justice contre ce promoteur pour escroquerie et abus de confiance et nous gagnons foi en notre justice», confient les plaignants.

Selon les avocats des plaignants, «la loi aurait dû être appliquée dès le lancement du projet.» «Nous avons saisi les autorités concernées, adressé plusieurs lettres ouvertes, notamment au président de la République, mais nous n'avons reçu aucune réponse», a-t-on soutenu.

Le wali d'Alger a eu du mal à répondre aux questions des journalistes concernant cette affaire.

Selon le premier responsable de la wilaya, le programme ne comporte que 30 logements et non 464 comme avancé par la presse et le promoteur immobilier M. Belkadi a reçu plusieurs avertissements à l'entame des travaux mais a persisté dans la construction de ces logements.

A. B.

AYANT BÉNÉFICIÉ DE LA COMPLICITÉ DE QUATRE MAGISTRATS

Le baron de Koléa sera jugé le 11 décembre à la cour d'Alger

L'affaire du scandale à l'origine de la suspension et mutation de quatre magistrats exerçant au niveau du tribunal correctionnel de Koléa, est programmée pour le 11 décembre au niveau de la cour d'Alger. Selon une source judiciaire sûre, plusieurs personnes sont poursuivies dans cette affaire dont des commerçants activant au niveau du quartier résidentiel de Saïd-Hamdine, à Bir-Mourad-Raïs, à Alger.

Selon nos sources, le principal mis en cause dans cette affaire a été reconnu coupable de «fraude fiscale et de blanchiment d'argent» et avoir bénéficié d'une «protection spéciale» de la part de certains magistrats exerçant au niveau de ladite juridiction.

Pour rappel, c'est suite à ce scandale que le ministre de la Justice et garde des Sceaux avait pris une série de mesures étroitement liées à cette affaire. Ainsi, le procureur général, deux de ses adjoints et un juge

d'instruction ont été relevés de leurs fonctions et font actuellement l'objet de mesures conservatoires.

D'après nos sources, la suspension des quatre magistrats est intervenue après que l'inspection générale eut enquêté pendant une vingtaine de jours sur la gestion d'une affaire liée à un des barons de Koléa.

Ce dernier avait été arrêté par les services de la police judiciaire à Alger et mis sous mandat de dépôt pour fausses

déclarations fiscales et douanières, minoration de valeurs, évasion fiscale, blanchiment d'argent et transfert illicite de devises vers l'étranger.

Les mêmes sources ajoutent que «ce richeissime commerçant, devenu très influent grâce à son empire financier, avait, grâce à ses relations, réussi à faire étouffer deux plaintes déposées à son encontre par des citoyens auxquels il avait remis des chèques sans provision d'un montant de 110 millions de dinars».

Suite à cela, une des victimes de cette escroquerie a saisi la chancellerie et remis un dossier complet sur ce qu'elle a qualifié de «complicités» dont le baron bénéficiait auprès des magistrats du tribunal de

Koléa, lesquels ont tout fait pour que sa plainte pour émission d'un chèque sans provision, d'une valeur de 50 millions de dinars, n'aboutisse pas à l'incarcération du commerçant.

Après l'arrestation de ce dernier par la police et ses révélations sur les relations qui le liaient à de hauts responsables de l'administration ainsi qu'avec la justice et les services de sécurité.

L'enquête de la chancellerie a abouti à la suspension desdits magistrats. Enfin, il est attendu lors de la tenue de ce procès que des révélations soient faites par le mis en cause quant à l'étendue des complicités dont il jouissait.

Abder B.

OPÉRATION HADJ 2008

36 000 visas délivrés

M. Berbara, directeur général de l'Office national du hadj et omra, a souligné que le dossier des agences de voyages impliquées dans la omra est momentanément clos. Il sera rouvert après la fin de la saison du hadj.

En effet, selon M. Berbara, des agences de voyages ont organisé des sessions de omra juste avant la période du hadj. Une partie des pèlerins concernés (46 personnes) n'a pas été rapatriée vers l'Algérie. Ces derniers ont disparu dans la nature, pour pouvoir accomplir le hadj avant de revenir. Le responsable précité a expliqué que l'opération omra est aussi importante que le hadj sachant que pas moins de 135 000 visas pour la omra ont été octroyés en 2008 contre 36 000 visas pour le hadj.

L'invité de la première édition du forum de Radio Coran a expliqué que les précédentes éditions du hadj ont été marquées de dysfonctionnements. Cela est notamment dû à une mauvaise organisation des hadjis. Au sujet de la date limite pour le dépôt des passeports, le directeur de l'office a tenu toutefois à apporter des éclaircissements.

Il a assuré qu'il y a eu un quiproquo concernant la compréhension des dates. En effet le 10 novembre n'est pas la date limite de retrait des passeports, mais plutôt celle de dépôt de ces derniers. Les retraits s'effectue au delà du 10 novembre. Il a aussi été rappelé qu'il n'y aura pas de prolongation de délais, mais que les cas des retardataires seront traités.

Au sujet des projets futurs, il a été annoncé la création d'une cellule opérationnelle de coordination entre l'Office du hadj, l'ambassade d'Arabie Saoudite et les autorités saoudiennes pour faciliter l'octroi des visas.

Pour les agences concernées par le hadj, M. Berbara a déclaré que ces dernières sont régies par un cahier des charges. Une commission va s'investir à assurer le suivi du travail des agences aux lieux saints de l'islam.

Le Touring club d'Algérie a en charge 4 000 pèlerins, 8 agences privées sont responsables de l'encadrement des 500 hadjis titulaires d'un passeport international, alors que 16 autres agences doivent encadrer 250 pèlerins titulaires d'un passeport hadj classique. Pour le supplément de 350 euros demandé par quelques agences, cela se justifie par le service des prestations supplémentaires demandées par les pèlerins eux-mêmes. Il n'en demeure pas moins que tous les frais doivent être réglés à Alger.

En matière de couverture sanitaire, il a été annoncé la mobilisation de 180 agents de la Protection civile. Ces derniers ont été choisis parmi les éléments les plus jeunes. Aussi, il a été annoncé qu'il sera fait attention au fait que les membres de la délégation n'abandonnent pas leurs postes. Ces derniers sont appelés à assister les pèlerins et non à accomplir le rituel du hadj.

N. M.

TRAVAUX D'ENGINEERING ÉNERGÉTIQUE

Le groupe Sonelgaz a les capacités, selon Chakib Khelil

En visite d'inspection dans la localité d'Al-Rar à In-Aménas, dans la wilaya d'Illizi, le ministre de l'Energie et des Mines, Chakib Khelil, a encouragé à faire appel aux capacités du groupe Sonelgaz en matière d'engineering et de procurement dans la réalisation des projets énergétiques, comme, par exemple, la construction de centrale électrique.

Pour le ministre, si la construction peut être confiée aux sociétés étrangères, Sonelgaz et ses filiales, notamment Inerga, possèdent leurs propres capacités, sinon le recours au partenariat s'impose.

C. B.